

DÉCISION DÉROGATIONS MINEURES/PERMISSION

Date de la décision :	28 juillet 2023
Groupe :	1 - Urbain
Dossier :	D08-02-23/A-00041
Demande :	Dérogations mineures en vertu de l'article 45 de la <i>Loi sur l'aménagement du territoire</i>
Propriétaire/requérant :	Mark Klyman
Adresse de la propriété :	318, avenue Patricia
Quartier :	15 — Kitchissippi
Description officielle :	Partie du lot 32, concession 1 (façade des Outaouais), canton géographique de Nepean
Zonage :	R3N [499]
Règlement de zonage :	n° 2008-250
Date de l'audience :	19 juillet 2023, en personne et par vidéoconférence

PROPOSITION DE LA REQUÉRANTE ET OBJET DE LA DEMANDE

- [1] Lors de l'audience du 19 avril 2023, le Comité a ajourné l'audition de la demande afin de permettre au requérant de fournir un levé de la propriété. Le propriétaire a présenté le document requis et souhaite maintenant aller de l'avant avec la demande.
- [2] Le propriétaire souhaite construire un porche à l'arrière de la maison existante, conformément aux plans déposés auprès du Comité.

DÉROGATIONS DEMANDÉES :

- [3] Le propriétaire demande au Comité d'accorder les dérogations mineures au Règlement de zonage décrites ci-après :
- a) Permettre la réduction du retrait de la cour arrière à 11,56 % de la profondeur du lot, soit 3,7 mètres, alors que le règlement stipule que le retrait requis pour la cour arrière doit correspondre à au moins 28 % de la profondeur du lot, mais ne peut être inférieur à 6 mètres et ne doit pas dépasser 8,4 mètres.

- b) Permettre la réduction de la superficie de la cour arrière à 12 % de la superficie totale du lot ou, dans le cas présent à 56,6 mètres carrés, alors que le règlement exige une cour arrière occupant 25 % de la superficie totale du lot ou 122,5 mètres carrés.

AUDIENCE PUBLIQUE

- [4] Lors de l'audience du 19 avril 2023, le Comité a ajourné l'audition de la demande afin de permettre au requérant de fournir un levé de la propriété. Mark Klyman, le propriétaire du bien-fonds, accepte l'ajournement. Avec l'accord de toutes les parties, l'audition de la demande est ajournée *sine die*.

Résumé des observations orales

- [5] L'urbaniste Basma Alkhatib affirme qu'elle n'a aucune préoccupation au sujet de la demande.
- [6] M. Klyman est également présent.

DÉCISION ET MOTIFS DU COMITÉ :

DEMANDE ACCORDÉE

La demande doit satisfaire aux quatre critères prévus par la loi

- [7] Le Comité a le pouvoir d'autoriser une dérogation mineure aux dispositions du Règlement de zonage si, à son avis, la demande satisfait aux quatre critères énoncés au paragraphe 45(1) de la *Loi sur l'aménagement du territoire*. Il doit examiner si la dérogation est mineure, si elle est souhaitable pour l'aménagement ou l'utilisation appropriés du terrain, du bâtiment ou de la structure, et si l'objet et l'intention générale du Plan officiel et du Règlement de zonage sont respectés.

Éléments de preuve

- [8] Les éléments de preuve examinés par le Comité comprennent les observations orales formulées lors de l'audience, comme il est précisé ci-dessus, ainsi que les observations écrites suivantes, qui sont conservées dans les dossiers du secrétaire-trésorier et que le coordonnateur, la coordonnatrice du Comité peut obtenir sur demande.
- Demande et documents à l'appui, y compris une lettre d'accompagnement, les plans, une photo de l'enseigne affichée et une déclaration d'affichage d'avis
 - Rapport d'urbanisme de la Ville, reçu le 14 avril 2023, sans aucune préoccupation; reçu le 14 juillet 2023, sans aucune préoccupation

- Office de protection de la nature de la vallée de la Rideau, courriel daté du 17 avril 2023, sans aucune objection; courriel daté du 11 juillet 2023, sans aucune objection
- Hydro Ottawa, courriel daté du 11 avril 2023, sans aucune observation; courriel daté du 14 juillet 2023, sans aucune observation
- Ministère des Transports, courriel daté du 5 avril 2023, sans aucune observation; courriel daté du 6 juillet 2023, sans aucune observation
- T. Gray, résident, courriel daté du 17 avril 2023, avec des observations
- L. Clements et K. C. McPhee, courriel daté du 14 avril 2023, appuyant la demande

Effet des observations sur la décision

- [9] Le Comité prend en considération toutes les observations écrites et orales relatives à la demande pour prendre sa décision et accorde la demande.
- [10] Au vu des preuves fournies, le Comité est convaincu que les dérogations demandées respectent les quatre critères énoncés au paragraphe 45(1) de la *Loi sur l'aménagement du territoire*.
- [11] Le Comité note que le rapport d'urbanisme de la Ville ne soulève « aucune préoccupation » concernant la demande, soulignant qu'aucune incidence négative n'est prévue en l'occurrence.
- [12] Le Comité note également qu'aucune preuve n'a été présentée selon laquelle les dérogations demandées auraient une incidence négative inacceptable sur les propriétés avoisinantes.
- [13] Compte tenu des circonstances, le Comité estime que, comme la proposition s'inscrit bien dans les environs, les dérogations demandées sont, du point de vue de la planification et de l'intérêt public, souhaitables pour l'aménagement ou l'utilisation appropriés du terrain, du bâtiment ou de la structure sur la propriété, et par rapport aux terrains voisins.
- [14] Le Comité estime également que les dérogations demandées respectent l'objet et l'intention générale du Plan officiel parce que la proposition préserve le caractère du quartier.
- [15] Par ailleurs, le Comité est d'avis que les dérogations demandées respectent l'objet et l'intention générale du Règlement de zonage puisque la proposition représente un aménagement ordonné de la propriété qui est compatible avec les environs.

- [16] Enfin, le Comité conclut que les dérogations demandées, tant individuellement que cumulativement, sont mineures, car elles n'auront pas d'impact négatif inacceptable sur les propriétés voisines ou le quartier en général.
- [17] LE COMITÉ DE DÉROGATION autorise donc les dérogations demandées, **sous réserve que** l'emplacement et la taille de la construction proposée soient conformes aux plans déposés à la date estampillée par le Comité de dérogation, soit le 14 mars 2023, en ce qui concerne les dérogations demandées.

« *Ann. M. Tremblay* »
ANN. M. TREMBLAY
PRÉSIDENTE

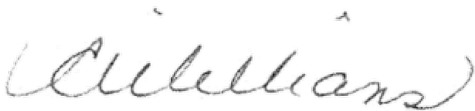
« *John Blatherwick* »
JOHN BLATHERWICK
MEMBRE

« *Simon Coakeley* »
SIMON COAKELEY
MEMBRE

« *Arto Keklikian* »
ARTO KEKLIKIAN
MEMBRE

« *Sharon Lécuyer* »
SHARON LÉCUYER
MEMBRE

J'atteste que la présente est une copie conforme de la décision rendue par le Comité de dérogation de la Ville d'Ottawa, datée du **28 juillet 2023**.



Cheryl William
Secrétaire-trésorière intérimaire

AVIS DE DROIT D'APPEL

Pour interjeter appel de la décision auprès du Tribunal ontarien de l'aménagement du territoire (TOAT), veuillez faire parvenir un formulaire d'appel dûment rempli et accompagné du paiement au secrétaire-trésorier du Comité de dérogation avant le **17 août 2023**, par courriel à cded@ottawa.ca et/ou par la poste ou par messagerie à l'adresse suivante :

Secrétaire-trésorier, Comité de dérogation
101, promenade CentrepoinTE, 4^e étage, Ottawa (Ontario) K2G 5K7

Le formulaire d'appel est disponible sur le site Web du TOAT à www.olt.gov.on.ca. Le TOAT a fixé à 400 \$ les droits d'appel par type de demande et à 25 \$ les droits de chaque appel supplémentaire. Le paiement peut être effectué par chèque certifié ou mandat à l'ordre du ministre des Finances de l'Ontario, ou par carte de crédit. Veuillez indiquer sur le formulaire d'appel si vous souhaitez payer par carte de crédit. Si vous avez des questions à poser au sujet du processus d'appel, veuillez communiquer avec le bureau du Comité de dérogation en composant le 613-580-2436 ou par courriel à cded@ottawa.ca.

Seuls les requérants, le ministre ou une personne déterminée ou un organisme public ayant un intérêt dans l'affaire peuvent faire appel de la décision auprès du Tribunal ontarien de l'aménagement du territoire. Une « personne déterminée » ne comprend pas un particulier ou une association communautaire.

Il n'existe aucune disposition permettant au Comité de dérogation ou au TOAT de prolonger le délai légal pour déposer un appel. Si le délai n'est pas respecté, le TOAT n'a pas le pouvoir de tenir une audience pour examiner votre appel.

This document is also available in English.

Committee of Adjustment
City of Ottawa
Ottawa.ca/CommitteeofAdjustment
cofa@ottawa.ca
613-580-2436



Comité de dérogation
Ville d'Ottawa
Ottawa.ca/Comitedederogation
cded@ottawa.ca
613-580-2436